



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 19 FEV. 2024

mettant en demeure la société KUHN MGM
dont l'exploitation se situe parc de la faisanderie, 67700 Monswiller
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux
prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation
au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées
pour la protection de l'environnement et de l'arrêté préfectoral du 09 mai 2007
autorisant la société KUHN à exploiter des unités de fabrication
et de montage de machines agricoles

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 09 mai 2007 autorisant la société KUHN à exploiter des unités de fabrication et de montage de machines agricoles à MONSWILLER ;
- VU** le rapport de visite de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées en date du 12 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 5 de l'arrêté du 30 juin 2006 susvisé, l'exploitant n'a pas présenté de pièces justificatives permettant d'attester de la correction des anomalies relevées sur les installations électriques dans le dernier rapport de vérification des installations électriques - n°2332829-1-1 du 17 février 2023 produit par l'APAVE ;

CONSIDÉRANT que, les anomalies relevées sont susceptibles d'accroître le risque d'incendie dans l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 10 de l'arrêté du 30 juin 2006 susvisé, l'exploitant n'a pas présenté de rapport attestant du contrôle annuel des détecteurs ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 9.3.1 de l'arrêté du 09 mai 2007, les concentrations moyennes sur 24h consécutives en Fluorures mesurées par l'exploitant sont régulièrement dépassées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 :

La société KUHN MGM, SIRET 67738043800023, dont le siège social se situe 4 impasse des fabriques à Saverne (67700) et dont le site qu'elle exploite se trouve parc de la faisanderie à Monswiller (67700), est mise en demeure de respecter les prescriptions rappelées ci-après **dans un délai de deux mois** :

- de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- article 5 « *III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel (...).*
Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. » ;
- article 10 « *L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.*
Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

- de l'arrêté préfectoral du 09 mai 2007 autorisant la société KUHN à exploiter des unités de fabrication et de montage de machines agricoles à MONSWILLER :

- article 9.3.1 « *Les rejets d'eaux usées industrielles dans la station d'épuration collective urbaine doivent (...) satisfaire aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau.*
En sortie de la station de prétraitement des eaux usées provenant de l'atelier de traitement de surfaces, les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes : (...)
- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) :
(...) Ion Fluorure (en F-) : concentration moyenne sur 24h consécutives = 15 mg/l »

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Saverne,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société KUHN MGM, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Monswiller.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

Mathieu DUHAMEL